

N° DP 23/832

DECISION DU PRESIDENT

FONDS D'ACCELERATION DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE DANS LES TERRITOIRES DIT "FONDS VERT" - ENLEVEMENT DE L'EPAVE DU NAVIRE OSPREY - CHANTIER NAVAL IMS 300 - SAINT- MANDRIER-SUR-MER - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'ETAT

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement,

VU l'annonce du 27 août 2022 de la Première Ministre Elisabeth Borne quant à la mise en œuvre du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, aussi appelé « fonds vert »,

VU la circulaire du 14 décembre 2022 relative au déploiement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires « fonds vert »,

VU l'inscription dans la loi de finances 2023, du fonds vert qui constitue un signal fort d'accompagnement des acteurs territoriaux, indispensables pour accélérer et intensifier la transition écologique déjà à l'œuvre dans les territoires,

CONSIDERANT que le fonds vert représente une enveloppe financière s'élevant à 2 milliards d'euros, dont l'objectif est d'offrir à toutes les collectivités les ressources financières nécessaires pour accélérer leur transition,

CONSIDERANT que dans le cadre de sa mise en œuvre, le fonds vert est réparti et s'articule autour de 3 axes prioritaires, constitués de 14 mesures distinctes citées ci-après :

➤ **AXE 1 : Renforcer la performance environnementale**

- Rénovation énergétique des bâtiments publics locaux
- Rénovation des parcs de luminaires d'éclairage public
- Soutien au tri à la source et à la valorisation des bio déchets

➤ **AXE 2 : Adapter les territoires au changement climatique**

- Appui aux collectivités de montagne soumises à des risques émergents
- Prévention des risques d'incendie de forêt et de végétation
- Renforcement de la protection des bâtiments des collectivités d'outre-mer contre les vents cycloniques
- Accompagnement pour l'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de côte
- Renaturation des villes et villages
- Renforcement des aides apportées par les PAPI (programmes d'actions de prévention des inondations) et appui financier aux collectivités, gestionnaires de digues, dans le cadre de la compétence GEMAPI
- Appui à l'ingénierie de la transition écologique

➤ **AXE 3 : Améliorer le cadre de vie**

- Accompagnement du déploiement des zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m)
- Développement du covoiturage
- Recyclage foncier
- Accompagnement de la stratégie nationale biodiversité 2030,

CONSIDERANT que le « fonds vert » est cumulable avec les autres dotations et outils de financement de l'Etat (DSIL, DETR, fonds de prévention des risques naturels majeurs – FPRNM dit « fonds Barnier », fonds mobilité actives, etc.), dans la limite de 80 % d'aides publiques,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée en tant qu'Autorité Portuaire une fois les déchéances de propriété des navires abandonnées actées en devient responsable,

CONSIDERANT que les épaves comptent parmi les principales sources de pollution marine. La dégradation lente de ces navires entraîne la libération de polluant (hydrocarbures, micro plastique, structure métallique) dans l'environnement maritime,

CONSIDERANT que cette épave se dégrade et le risque de rejeter des polluants dans le milieu aquatique s'accroît,

CONSIDERANT que ce projet permettrait l'enlèvement dans un temps réduit de polluants actuels ou à venir afin de préserver le milieu marin,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée prendra en compte l'ensemble des autorisations environnementales liées à ce type d'opération,

CONSIDERANT que dans le cadre du « Fonds vert », le projet dit « Enlèvement de l'épave du Navire OSPREY – Chantier naval IMS 300 Saint- Mandrier », répond aux critères d'éligibilité fixés à l'axe n°3 mesure 4 « Accompagnement de la stratégie nationale biodiversité 2023 »,

CONSIDERANT que le plan de financement prévisionnel de l'opération est établi de la manière suivante :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Montant prévisionnel de l'opération HT	Partenaire institutionnel	Assiette éligible (en € HT)	Montant subvention	Taux d'intervention (calculé sur la base de l'assiette éligible)
250 000 €	Etat (Fonds Vert)	250 000 €	200 000 €	80 %
<i>Total aides publiques</i>			200 000 €	80 %
<i>Part d'autofinancement</i>			50 000 €	20 %
TOTAL			250 000 €	100 %

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le plan de financement de l'opération mentionnant son coût, la participation de l'Etat, et la part d'autofinancement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 2

DE SOLLICITER le concours financier de l'Etat au titre du « fonds vert », à hauteur de 200 000 €, représentant 80 % d'intervention financière sur la globalité du projet, conformément au plan de financement prévisionnel ci-dessus.

ARTICLE 3

DE SIGNER tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires au projet sont inscrits au Budget Annexe Toulon port de commerce 2023 .

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **08 SEP. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

